



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

18 mars 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 9 au 11 mars 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Modèle essoufflé ?

Par Eric NG PING CHEUN

C'est dans un drôle de climat politique que sera présenté dans quelques jours le premier budget du nouveau gouvernement. Un tel événement, généralement très médiatisé, pourrait vite se retrouver au second plan de l'actualité dès que les premières réactions de convenance se seront calmées. Les mesures budgétaires s'effaceront devant les affaires politico-judiciaires qui continueront à défrayer la chronique. C'est peut-être là le problème : celles-ci n'ont-elles pas un impact réel plus grand sur notre économie que le meilleur budget que puisse concocter un ministre des Finances ? Tout le défi de ce dernier sera de donner, par ses actions, un nouveau souffle à un modèle économique qui vacille sous le séisme causé par les récentes arrestations de hautes personnalités sous des charges de blanchiment d'argent et par leurs ramifications politiques.

Acclamé par de nombreux pays dans le monde, et particulièrement envié par ceux du continent africain, le modèle mauricien a su résister à toutes les crises économiques depuis trente ans. Il était d'abord bâti sur l'avantage du faible coût de la main-d'oeuvre qui permettait au pays de développer son industrie textile et le tourisme. Mais après la disparition des accords préférentiels, en l'occurrence l'Accord MultiFibre et le Protocole sucre, le modèle a dû se réinventer sur la base de l'ouverture économique et de la fiscalité légère. Tiendra-t-il toujours la route ?

Déjà de nombreux opérateurs estiment que les bénéfices fiscaux (impôt plat de 15%, zéro taxe sur les plus-values, les dividendes, les intérêts et le patrimoine) ne suffisent plus pour rendre la juridiction mauricienne suffisamment attrayante. Dans les milieux des services professionnels et financiers, on chuchote que le pays doit adopter une nouvelle stratégie qui met en avant les avantages non-fiscaux plutôt que sa fiscalité légère, ne serait-ce que pour contrer les attaques répétées (venant notamment de l'Inde) contre le centre offshore mauricien. Notre modèle est donc essoufflé, et il reprendra vie si Maurice sait jouer sa carte démocratique, davantage que diplomatique. Il s'agit ainsi de faire valoir notre démocratie vivante, notre gouvernance politique et notre état de droit.

Il va de soi que l'éclatement de « l'affaire Ramgoolam » met à mal cette nouvelle vision du modèle mauricien. Certes, le gouvernement actuel fait œuvre de salubrité publique en étalant au grand jour les méfaits de l'ancien régime. Mais si l'on fait une analyse positive, pas normative, de cette situation inédite, il y a lieu de penser que ses répercussions auront sur le pays, sur son économie, sur son secteur offshore, ce que l'Anglais appelle des « *unintended consequences* », des conséquences inattendues, inimaginables, lointaines.

La première, c'est que l'île Maurice ne sera plus vue comme un pays africain différent de ceux du continent noir. Elle était jusqu'à présent considérée comme une exception à la règle : des dirigeants plutôt intègres, une classe politique décente, une démocratie apaisée. C'est une prime à la promotion du pays à l'étranger. Désormais, le visiteur mauricien se sentira moins fier lorsqu'il s'entendra dire : « Quoi, ça se passe aussi chez vous ? »

La deuxième, c'est que la championne de la bonne gouvernance dans la ligue africaine cèdera tôt ou tard sa première place. On saura avec l'indice Mo Ibrahim dans quelle mesure a été défigurée l'image démocratique de Maurice, mais il ne faut pas trop se fier aux indices. Tout est relatif en matière de classement. Ce qui est absolu, c'est que le pouvoir politique est d'autant plus fort qu'il cède à la tentation des pots-de-vin et des financements douteux.

La troisième, c'est qu'il sera bien difficile de défendre Maurice comme une juridiction propre dans les instances internationales. Il a fallu des années de persuasion depuis l'an 2000 pour que le pays reste sur la liste blanche de l'Organisation de coopération et de développement économique. S'il se retrouve sur la liste grise, ce sera un malheur pour notre secteur offshore. En comparaison de cela, l'accord de non double imposition fiscale avec l'Inde sera tenu pour quantité négligeable. Même en mettant toutes les chances de son côté, Maurice est déjà moins compétitive que Singapour.

La dernière, mais pas le moindre, c'est que l'activité des services financiers risque de ralentir au moment où l'économie mauricienne a le plus besoin d'elle pour croître. Alors que notre ministre de l'Agro-Industrie ambitionne de porter à 25% la part de son secteur au produit intérieur brut, on croyait jusqu'ici que toute notre stratégie économique était de transformer Maurice en une économie de services. C'est dire la nécessité d'avoir une vision commune au sein du gouvernement. Veut-il, oui ou non, faire des services financiers notre premier pilier économique ? C'est une industrie qui, selon 50% des analystes interrogés dans le présent baromètre, représente la plus grande contribution directe et indirecte à notre économie en termes d'emplois, de revenus et de devises. L'immobilier et la restauration en bénéficient énormément.

Il ne faut pas perdre de vue la performance. Comme l'affirme le président du *National Committee for Corporate Governance*, Tim Taylor, elle a une importance égale à la « *conformance* ». A trop se concentrer sur celle-ci, le ministère des Services financiers peut glisser vers la surréglementation.

Pour que la gouvernance soit l'amie de la performance, le droit doit régner. Si l'état de droit implique que nul n'est au-dessus des lois, il s'oppose aussi aux arrestations arbitraires et aux définitions floues de ce qui est légal ou pas. De là à tomber dans la tyrannie légale, il y a un pas qu'on franchira à bout de souffle.

(www.pluriconseil.com)

1) Selon vous, les récentes arrestations sous des charges de blanchiment d'argent et leurs ramifications politiques...

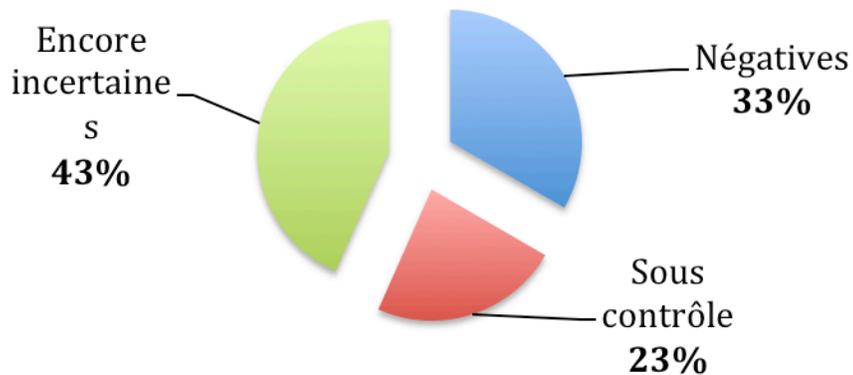
Renforcent notre démocratie	40%
Caused du tort au pays	23%
Discréditent largement le pays	37%

Démocratie égratignée

Ces derniers temps, il y a eu les arrestations très médiatisées de l'ex-Premier ministre et de l'ancien gouverneur de la Banque de Maurice sous des charges de blanchiment d'argent, ainsi que les controverses politiques autour de Dufry AG et de l'indépendance du Directeur des poursuites publiques. Deux analystes sur cinq estiment que ces événements, vus de l'extérieur, renforcent la démocratie mauricienne. Mais la majorité des répondants croient, au contraire, qu'ils causent du tort au pays, voire le discréditent largement. S'il est vrai que « *there is no excuse for not cleaning up* » et que « *nobody should be above the law* », d'aucuns soulèvent des « *questions about a prevailing witch hunt* » et auraient préféré que les arrestations interviennent « *after due process* ».

2) Quelles sont les répercussions de ces arrestations et ramifications sur Maurice comme centre financier international ?

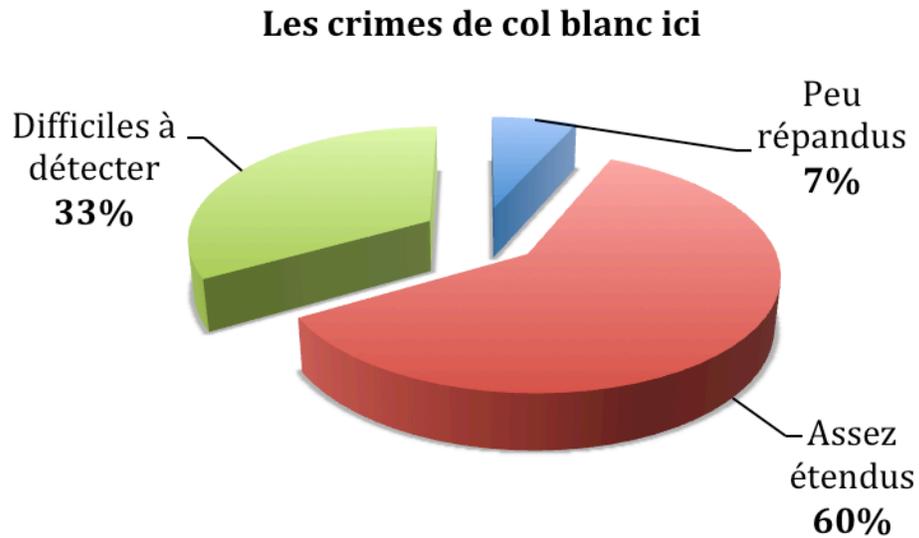
Les répercussions des arrestations et ramifications sur Maurice



The jury is still out

Selon 43% des personnes interrogées, les répercussions de ces arrestations et de leurs ramifications politiques sur le centre financier mauricien sont encore incertaines à juger. Pour les 33% d'analystes qui voient déjà des conséquences négatives, « *this has clearly tarnished the integrity of the country, and the impact will be particularly felt by the financial services sector* ». On ne le ressent peut-être pas dans l'immédiat, mais ce le sera dans le moyen et long terme. Car « *the perception that Mauritius is a corrupt country is unfortunately becoming tangible* », et « *this will affect the way our country receives international aid* ».

3) Selon vous, les crimes de col blanc ici seraient...



Les langues se délient

Les crimes de col blanc ne sont plus un sujet tabou. Trois sondés sur cinq trouvent qu'ils seraient assez étendus à Maurice. Il y a ce qu'on voit, les cas de fraude exposés en public, et ce qu'on ne voit pas, les pots-de-vin que les consommateurs de services financiers n'osent pas dénoncer. Ce qui amène un analyste à proposer la mise en place d'un système « *where whistle blowers are protected and rewarded to some extent* ». Il y a grand besoin de rétablir la crédibilité du pays avec des institutions qui apportent des résultats concrets.

4) Comment évaluez-vous les autorités de régulation financière en matière de supervision ?

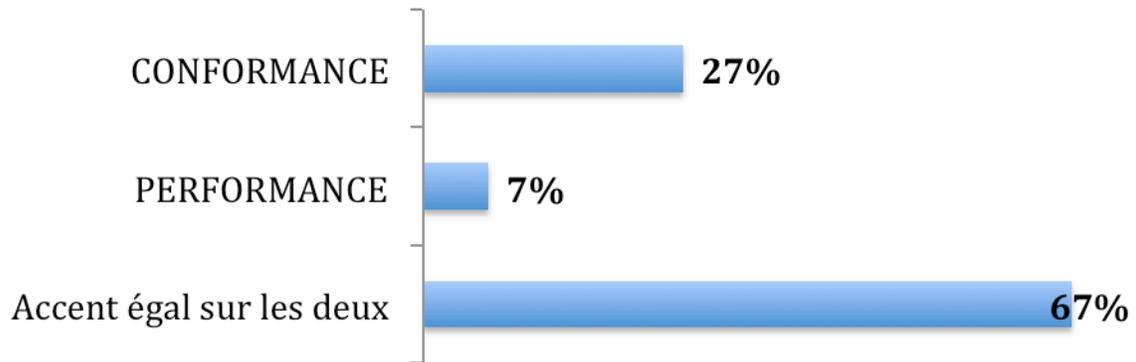
Responsabilités assumées	17%
Des manquements	67%
Pas à la hauteur	17%

Toujours améliorer la supervision

Notre secteur financier se trouve sous la supervision de la Financial Services Commission, de la Banque de Maurice, de la Financial Intelligence Unit et du Financial Reporting Council. Même si ces autorités fonctionnent bien dans un bon cadre réglementaire, « *there is always room for improvement* ». Le fait est que « *a few events in the recent past have highlighted the need for more effective oversight in some areas* ». Deux tiers des analystes notent des manquements sur le terrain de la supervision, avec pour causes « *fear and inability to act, limited knowledge of the sector, lack of expertise and paper prone staff* ».

5) Pensez-vous que le ministère des Services financiers et de la Bonne gouvernance doit mettre l'accent sur la...

Ce qu'on attend du ministère des Services financiers



Le mieux est l'ennemi du bien

Si les prestataires des services financiers sont tenus de se conformer aux règlements, ils doivent aussi être performants pour vivre. Deux tiers des répondants font un appel au ministère des Services financiers et de la Bonne gouvernance pour qu'il considère de manière égale la « *conformance* » et la « *performance* ». S'il est vrai que « *the integrity of the country is the authorities' duty* », il reste que « *too much conformance emphasis makes you become a ticking person and a bean counter* ». Il est important de promouvoir le développement de l'industrie tout en s'assurant que les opérateurs respectent les réglementations et les normes internationales.

6) Comment est actuellement perçue de l'étranger notre centre financier international ?

Fiscalité très favorable	87%
Des avantages non-fiscaux	7%
Des coûts et des contraintes	7%

Une juridiction à fiscalité légère

Maurice en tant que centre financier international est perçue par les investisseurs étrangers comme une juridiction offrant une fiscalité très favorable, selon 87% d'analystes. Certes, de plus en plus de sociétés utilisent notre pays pour des avantages non-fiscaux tels que la facilité à conduire des affaires et l'absence de contrôle des changes. Mais le choix de Maurice a pour raison principale son « *friendly tax framework* ». Comme le souligne un spécialiste, « *it took 15 years to build Mauritius' reputation, and this can be destroyed overnight if the government increases or brings in any new tax* ».

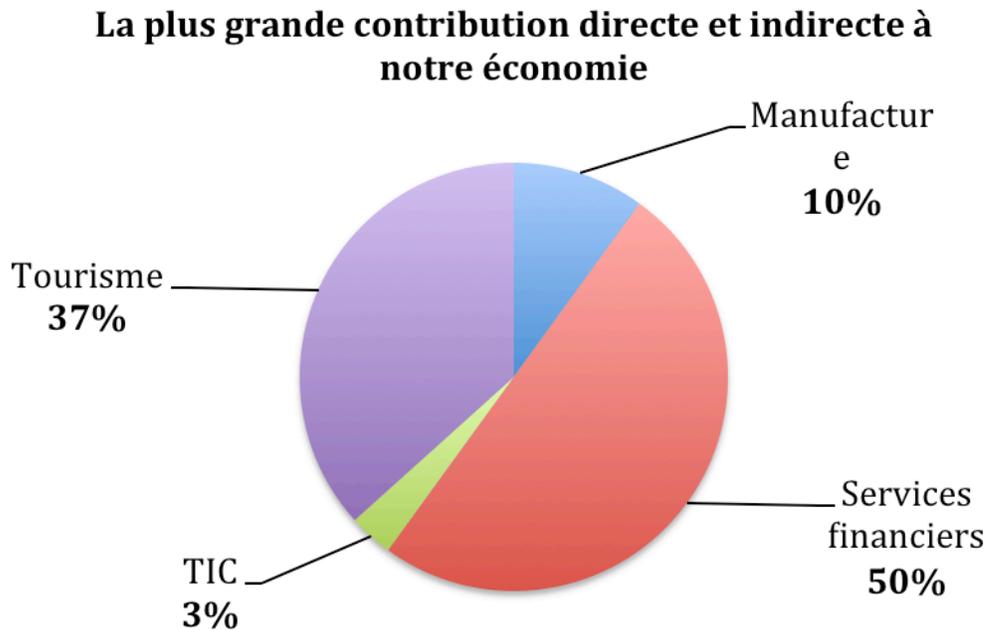
7) Quel degré d'importance accordez-vous à l'état de droit dans la relance de l'investissement à Maurice ?

Nécessaire mais pas essentiel	10%
Essentiel mais pas indispensable	30%
Totalement indispensable	60%

Pas d'investissement sans état de droit

Pour relancer l'investissement, l'état de droit n'est pas qu'une nécessité, il est même plus qu'essentiel : il est absolument indispensable à tout investisseur, qu'il soit local ou étranger, selon trois analystes sur cinq. On note « *a strong correlation between foreign direct investment in Mauritius and respect of rule of law* », qui est une des principales raisons de la bonne notation internationale du pays. Dans le monde, « *the rule of law is the prerequisite for any country that wants to attract investors* ». Précisément, « *big names invest in countries where there is strong rule of law* ».

8) Quel secteur a la plus grande contribution directe et indirecte à notre économie ?



Quand les services financiers vont bien...

On croit généralement, à l'instar des 37% des sondés, que le tourisme a le plus grand impact, surtout indirect, sur l'économie mauricienne. Or, pour un spécialiste sur deux, les services financiers sont le secteur ayant la plus forte contribution directe et indirecte à notre économie en termes d'emplois, de revenus et de devises. Ce jugement constitue un rappel, en marge du budget de 2015, que les services financiers ne doivent pas être traités par le Trésor public comme une vache à lait. Quand ce secteur va, toute l'économie va...

Enquête réalisée par PluriConseil du 9 au 11 mars 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.